



▶ Déclaration de **[NOM DE L'ORGANISATION D'EMPLOYEURS ET D'ENTREPRISES]** Mobilisons la nation pour faire face à la crise du COVID-19

▶ Date: Avril 2020

I. Introduction

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié le COVID-19 de pandémie, élevant l'épidémie au rang d'urgence sanitaire mondiale.

C'est une crise sanitaire, économique et sociale qui exige des réponses multiples, de la part de toutes les couches de notre société. Les effets de la pandémie s'inscriront dans la durée. Il faudra probablement douze mois au moins pour trouver un vaccin. La crise risque probablement de connaître des pics ponctuels au cours des 12 à 18 prochains mois. Le moment est venu d'agir de manière collective et immédiate.

Les dimensions économiques de la crise du COVID-19 sont inédites. Elles vont nécessiter toute une gamme de réponses politiques très différentes de celles utilisées lors des crises précédentes. L'impact négatif du COVID-19 sur l'économie se manifeste surtout par un ralentissement de l'activité économique lié à l'intervention directe des pouvoirs publics et aux décisions prises par des entreprises de fermer afin de limiter la propagation du virus dans de nombreux pays, **y compris le nôtre [les OE doivent insérer les informations pertinentes sur le contexte national]**. La menace de licenciements massifs au cours des semaines et mois à venir plane lourdement. Une bonne partie de ceux qui vont perdre leur source de revenus appartiendront aux secteurs peu rémunérateurs de l'économie ou seront des travailleurs indépendants. Des efforts

coordonnés de grande ampleur sont indispensables pour maintenir les travailleurs dans l'emploi, pour les protéger d'une perte de revenus, pour atténuer les pertes financières et accélérer la reprise économique.

Le pays doit faire preuve de sens des responsabilités, de solidarité et d'efficacité pour faire face à l'urgence, en protégeant tous les citoyens, travailleurs et entreprises affectés. Tous les efforts doivent être consentis pour améliorer la résilience des travailleurs, des entreprises, des activités économiques et des services publics face à cette crise, et leur permettre de reprendre leurs activités quand la crise se terminera..

II. MESURES STRATÉGIQUES

[NOM DE L'OE] demande au gouvernement de créer un comité national composé de représentants du secteur privé et des principaux acteurs concernés, avec des syndicats, des universitaires, des scientifiques et des organismes locaux siégeant au côté des ministres concernés par les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19. **[NOM DE L'OE]** estime que la crise économique et sociale provoquée par le COVID-19 pourra être surmontée si les pouvoirs publics, les organisations de travailleurs et d'employeurs collaborent pour identifier les moyens susceptibles d'atténuer les effets néfastes de la pandémie.

**** Les organisations d'employeurs et d'entreprises (OE) doivent sélectionner dans la liste ci-dessous les mesures adaptées à leur situation.**

Mesures d'appui au système de santé:

- ▶ Eviter les interdictions et restrictions d'exportation, surtout pour l'import/export d'équipements médicaux et de médicaments.
- ▶ Les entreprises peuvent aider leurs employés qui ont des rôles d'auxiliaires dans les services de santé (par ex. bénévolat, temps partiel) en leur accordant des congés ou d'autres modalités de travail pour soutenir le travail vital des services de santé.
- ▶ Prendre des mesures pour s'assurer que les travailleurs essentiels, notamment tous les travailleurs du secteur sanitaire ou d'autres secteurs en première ligne peuvent se rendre au travail en période de restriction de la circulation.
- ▶ Les entreprises peuvent soutenir et renforcer les mesures de santé publique, notamment en revoyant leurs précautions de sécurité pour les travailleurs qui continuent de travailler en tenant compte des mesures de distanciation sociale.

Mesures de soutien aux travailleurs:

- ▶ Les entreprises doivent veiller au respect des consignes de distanciation sociale pour éviter les rassemblements inutiles tout en préservant la fourniture des services essentiels et le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement; [NOM DE L'OE] fournira des informations sur les procédures de sécurité pour les entreprises et leurs employés et aidera les entreprises à mieux comprendre et gérer les risques. Il s'agit notamment des mesures suivantes: mise en place de procédés renforcés de nettoyage, comme un nettoyage approfondi des surfaces dures dans les espaces partagés; suppression des buffets en libre service dans les cafétérias; augmentation du

nombre de postes de désinfection des mains; et réduction du nombre de chaises dans les salles communes pour favoriser la distanciation sociale.

- ▶ Le gouvernement doit garantir un soutien suffisant, en particulier à l'égard des familles et des travailleurs ayant des responsabilités familiales pendant la période de fermeture des écoles afin d'atténuer les difficultés économiques pendant toute la durée de la crise.
- ▶ Le gouvernement doit prendre des dispositions financières afin que les employeurs puissent mettre en place des dispositifs de congés de maladie rémunérés ou élargir le périmètre d'éligibilité aux prestations de chômage.
- ▶ Le gouvernement doit envisager d'accorder des aides afin d'injecter immédiatement des liquidités pour assurer des paiements rapides.
- ▶ L'introduction de subventions salariales supplémentaires et de mesures de protection sociale permettant de fournir un revenu de base à tous les travailleurs affectés par la crise devrait être envisagée par le gouvernement.
- ▶ Des fonds nationaux comme les caisses de sécurité sociale sont accessibles à des taux d'intérêt faibles pour financer certaines de ces aides. En outre, un «Fonds spécial COVID-19» peut être créé pour permettre aux contributions de donateurs, de philanthropes, du secteur privé et de simples citoyens de financer les mesures présentées ci-dessus.

Mesures de soutien aux entreprises:

Le gouvernement doit dès à présent mettre en place des mesures pour soutenir les entreprises vulnérables, éviter les pertes massives d'emploi et permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités. Le gouvernement doit s'assurer que ce soutien financier parvient bien aux entreprises, en particulier aux PME, et à tous les travailleurs, y compris les travailleurs indépendants. Tout doit être fait pour préserver nos infrastructures économiques et maintenir les personnes dans

l'emploi et les entreprises en activité. A cette fin, il faut mobiliser des ressources suffisantes et diffuser des informations claires et régulières sur le(s) mécanisme(s) de redistribution de ces fonds. C'est pourquoi [NOM DE L'OE] suggère d'adopter les mesures suivantes:

- ▶ Le gouvernement doit encore étendre ses mesures d'aide financière et de report des échéances par l'intermédiaire des autorités fiscales (et des autorités locales le cas échéant) et continuer d'adapter ces mesures de soutien afin de sauver autant d'entreprises que possible pendant la crise.
- ▶ Le gouvernement pourrait établir un programme de prêts à taux zéro pour les entreprises d'une certaine taille qui sont affectées par le COVID-19 (en fonction des secteurs d'activité et/ou de la baisse de chiffre d'affaires).
- ▶ Le gouvernement pourrait verser des subventions directes aux entreprises pour couvrir une partie des dépenses liées au personnel ou de leur perte de chiffre d'affaires.
- ▶ Les autorités fiscales pourraient accorder une certaine souplesse aux entreprises en difficulté pour faire face à leurs contraintes de trésorerie.
- ▶ Afin de dégager des liquidités pour le paiement des charges, un délai de plusieurs mois (à réajuster selon l'évolution de la situation) devrait être envisagé pour le paiement des impôts.
- ▶ Les entreprises en difficulté devraient envisager d'accorder des congés sans solde, jusqu'au rétablissement après le COVID-19.
- ▶ Quand des négociations sur le salaire minimum sont prévues, elles doivent être reportées jusqu'à ce que la crise s'apaise.

Mesures d'aide aux secteurs les plus durement frappés:

Les effets de l'effondrement de la demande et des revenus dans les secteurs en contact avec le public et dans l'industrie hôtelière vont

toucher d'autres secteurs au cours des prochaines semaines.

[NOM DE L'OE] va apporter son appui à ces secteurs en développant des réseaux et des forums de collaboration pour concevoir des réponses adaptées à chaque secteur. Précisément, nous allons faciliter les échanges entre les entreprises et les autorités de régulation au niveau sectoriel pour définir les contraintes/difficultés sectorielles particulières. Pour les sociétés les plus durement touchées, les mesures de relance sectorielles se justifient.

(Les OE doivent insérer les informations pertinentes sur le contexte sectoriel)

Mesures de soutien aux chaînes d'approvisionnement:

En cette période d'incertitude, avec des perturbations sans précédent, les entreprises doivent parfois se battre pour accéder aux principales matières premières, pour livrer leurs produits et accéder aux principaux marchés. Les biens essentiels comme les denrées alimentaires et les aliments pour animaux y compris le bétail, les fournitures et équipements médicaux et de protection vitaux doivent continuer à arriver.

Les principaux problèmes liés aux interruptions des chaînes d'approvisionnement concernent:

- ▶ L'accès aux matières premières – coût et qualité.
- ▶ L'accès aux marchés – denrées périssables perdues lors du transport en raison de l'allongement des délais de livraison.
- ▶ Les ruptures de trésorerie – délais plus longs.
- ▶ La perte de marchés – par ex., accès limité aux marchés d'exportation pour des questions logistiques ou remplacés par une production locale.
- ▶ L'afflux d'importations pour faire face au pic de la demande (dans certaines catégories de produits).
- ▶ Le rendement insuffisant des budgets – impact des temps d'arrêt prolongés.

- ▶ La baisse de la productivité le long de la chaîne d'approvisionnement – le bien-être des travailleurs (physique et psychologique)

[NOM DE L'OE] tient à souligner sa préoccupation quant à la nécessité d'assurer la continuité des approvisionnements indispensables à la lutte contre le COVID-19. Nous préconisons les mesures suivantes:

- ▶ Aider le gouvernement à constituer un fichier centralisé des fournisseurs et importateurs, en collectant les données essentielles sur les capacités de fabrication, la possibilité d'augmenter les volumes de production, les contraintes.
- ▶ Soutenir la fabrication des produits pharmaceutiques essentiels.
- ▶ Accorder une aide pour le financement du commerce afin d'importer les produits médicaux essentiels.
- ▶ Veiller à ce que les services publics essentiels ne subissent pas d'interruptions (ex.: eau, électricité).
- ▶ Collaborer avec le gouvernement pour s'assurer qu'aucune des mesures d'urgence prises par le gouvernement ne provoque d'interruption des chaînes d'approvisionnement des services essentiels (alimentation, médicaments par exemple).

Mesures de soutien à la reprise dès maintenant:

Le gouvernement doit faire savoir qu'il a l'intention de mener une importante relance budgétaire et monétaire (en coordination avec les partenaires nationaux et les donateurs). Le gouvernement peut ainsi contribuer à neutraliser en partie la panique qui se diffuse dans toutes les couches de notre économie et de notre société. En dévoilant son intention de prendre de nouvelles mesures de relance pour favoriser la reprise de la demande à l'avenir, il contribuera à préserver de nombreuses entreprises et de nombreux emplois pendant cette période de crise. Un plan de relance budgétaire coordonné à l'échelle internationale par plusieurs institutions sera sans doute indispensable pour

faire redémarrer notre économie dévastée. Dès maintenant, nous préconisons au gouvernement de:

- ▶ Préparer des mesures de relance pour le moment où la situation d'urgence sanitaire s'apaisera.
- ▶ Planifier un train de mesures de relance budgétaire pour garantir une reprise en V au sortir de la crise (c'est-à-dire une assez forte baisse de la croissance économique suivie d'un rebond assez rapide).
- ▶ Amplifier les programmes d'investissement public à haute intensité d'emploi dans le logement et les autres infrastructures.

Mesures de soutien à l'économie informelle:

Comme toutes les autres entreprises, les entreprises de l'économie informelle enregistrent une perte de clientèle en raison de la pandémie. Les consommateurs évitent les marchés bondés. Il est difficile de respecter la distanciation sociale entre travailleurs sur les marchés informels en raison de la promiscuité. On observe la même chose dans d'autres secteurs informels comme les transports publics, la réparation de véhicules et le travail des métaux. Maintenir une bonne hygiène en se lavant les mains au savon et à l'eau est très difficile dans ces secteurs.

Sans aide économique aux petites entreprises informelles, les communautés défavorisées en subiront les conséquences indirectes négatives en termes de pauvreté. Les propositions d'aides publiques, d'allègements fiscaux, de nouvelles lignes de crédit ou de subventions aux entreprises limitent toutes leur périmètre aux entreprises formelles et aux travailleurs formels. Aucune n'est destinée à l'économie informelle. La réponse gouvernementale en vue de la reprise économique doit prendre en considération l'économie informelle où les pertes d'emplois et de revenus risquent d'être sévères et où n'existe aucune forme de protection sociale. Nous devons étendre les systèmes d'aide sociale existants de manière à porter assistance à ceux qui en ont le plus

besoin. Ce faisant, nous pourrions faire face à la menace imminente d'une aggravation de la pauvreté et agir par capillarité sur l'économie au sens large.

[NOM DE L'OE] estime qu'il est primordial d'apporter de l'aide à l'économie informelle pendant cette crise. Cette aide compte d'autant plus que l'économie informelle peut jouer un rôle crucial dans l'effort de confinement pendant cette période.

- ▶ Comme de nombreux travailleurs informels sont en contact avec beaucoup de gens, on doit leur fournir du désinfectant, des masques et autre équipement de protection pour les protéger eux et les autres.
- ▶ Des points d'eau doivent être aménagés sur les marchés et les autres lieux de regroupement du secteur informel.
- ▶ Il faut envisager de fournir une assistance ciblée à ceux qui relèvent de l'économie informelle (ou ceux qui ne reçoivent aucune autre forme d'aide sociale). Une allocation spéciale pourrait répondre aux besoins des plus vulnérables. Elle pourrait aussi avoir un effet d'entraînement ascendant pour l'ensemble de l'économie. Il existe de nombreuses possibilités d'innovation dans la conception de ces aides, afin d'optimiser les effets multiplicateurs sur les économies locales. L'utilisation de la technologie de la chaîne de blocs sur les plateformes mobiles peut permettre de contourner les transactions bancaires coûteuses tout en garantissant un haut niveau de sécurité. Les paiements mobiles permettent de suivre les transactions mobiles, produisant une grande quantité de données économiques spatiales.

[NOM DE L'OE] soutient la création d'un «fonds national de solidarité pour les citoyens vulnérables face au COVID-19» qui permettrait de recueillir les contributions de donateurs, de philanthropes, du secteur privé et de simples citoyens pour financer les mesures énoncées ci-dessus.

III. CE QUE FAIT [NOM DE L'OE]

[NOM DE L'OE] va procéder à une enquête d'évaluation des besoins de ses membres afin de mesurer les effets de la pandémie sur les entreprises et leurs employés. Cette information pourra ensuite être utilisée pour calibrer les réponses nationales.

- ▶ Nous travaillerons en étroite collaboration avec le gouvernement, tout au long de la crise, pour partager des informations précises à mesure que la crise s'étend. C'est indispensable pour lutter contre les fausses nouvelles et la panique, et pour apaiser les tensions sociales.
- ▶ Nous coopérerons avec le secteur bancaire et les institutions financières afin d'étudier des mesures telles que des prêts bonifiés, un moratoire sur les dettes et d'autres mécanismes de soutien aux PME.
- ▶ Nous proposons la création d'un dispositif pour gérer les questions d'indemnisation en cas de rupture de contrat provoquée par des problèmes comme l'incapacité à exporter en raison de la pénurie de matières premières.
- ▶ Dans le cadre des baux commerciaux, les propriétaires doivent faire preuve de tolérance et nous mettrons en place une procédure consultative à cette fin.
- ▶ Nous mettrons sur pied un mécanisme de consultation pour favoriser une collaboration et une coopération plus étroites entre les systèmes de santé public et privé.
- ▶ Nous travaillerons avec nos membres afin d'identifier les principaux services publics qui vont être sous pression au cours des prochains mois et de voir quelles réponses peuvent apporter les acteurs du secteur privé.

Le plus important est de se doter de plans de continuité d'activité (PCA) solides pour préparer les semaines et les mois à venir. Dans l'immédiat, nous travaillerons avec les membres pour les aider à élaborer leurs PCA.

IV. NOTRE FONCTIONNEMENT PENDANT LA PANDEMIE

[NOM DE L'OE] est pleinement opérationnelle pendant la pandémie et continuera de vous fournir les services dont vous avez besoin. Malgré les difficultés inhérentes à cette nouvelle réalité, puisque nous devons nous adapter à la distanciation sociale, aux restrictions de voyage, au travail à domicile et à l'annulation ou au report des réunions, nous avons mis en œuvre une stratégie de continuité des activités pour effectuer nos tâches quotidiennes; elle nous permet de protéger nos employés et de tenir le rôle que nous jouons tous pour éviter la propagation du virus à nos familles, nos amis et nos entourages.

Sur le plan politique: La pandémie de COVID-19 a des répercussions importantes sur tous les domaines stratégiques dans lesquels [NOM DE L'OE] est engagée. Nous restons concentrés sur la meilleure façon de mobiliser nos entreprises partenaires et d'inciter le gouvernement à apporter des solutions opérationnelles. Nous continuerons de vous alimenter en informations et de défendre au mieux vos intérêts; notre personnel continue de suivre les nouvelles mesures prises et de rendre compte des changements qui concernent le monde des affaires.

Nos services de formation: Nous avons mis en place des protocoles de distanciation sociale dans toutes nos sessions de formation. Nous fournissons du désinfectant et des équipements de protection. Nous estimons que nos formations se déroulent en lieu sûr. Nous étudions aussi comment – si la crise se prolonge – nous pourrions transférer une partie de nos formations vers un espace virtuel et assurer les formations en ligne.

Communication: Nous allons utiliser notre bulletin d'information hebdomadaire (ou autre outil de communication régulier) pour vous tenir informés de ce que nous faisons pour garantir une représentation permanente et proactive de vos intérêts auprès des pouvoirs publics. Nous avons par ailleurs développé une page web consacrée au COVID-19. Cet espace mettra aussi en lumière les initiatives prises par les membres de [NOM DE L'OE]. Cette page est maintenant en ligne et sera actualisée tous les jours.

[NOM DE L'OE] estime que toutes ces mesures devront être régulièrement évaluées pour déterminer si elles sont suffisantes et appropriées. Notre pays est confronté à une crise majeure, d'ampleur exceptionnelle, qui nous affecte tous. Aussi convient-il de faire le maximum dès maintenant pour préserver le tissu économique et l'équilibre social de notre pays.

FIN